

professeurs Brian Tomlin, Harald von Riekhoff et John Sigler, devait donner des résultats encore plus révélateurs et plus troublants. En effet, invités à classer par ordre d'importance 77 objectifs précis de politique étrangère établis sur la base de rapports internes et de déclarations publiques, 14 hauts fonctionnaires triés sur le volet n'ont cité dans les 25 premiers qu'un seul objectif concernant directement le Tiers monde, à savoir la paix au Moyen-Orient. Les objectifs ayant trait au bien-être matériel du Canada et, en particulier, au droit de la mer venaient en tête, tandis que ceux visant la redistribution des ressources mondiales ou les droits de la personne étaient relégués en bout de liste.

Quoique les quatre cinquièmes des responsables de la politique étrangère du Canada reconnaissent que les pays non-alignés occupent une place considérable dans les affaires internationales, ils semblent cependant n'accorder qu'une importance relative aux organismes au sein desquels ces pays prédominent. Ainsi, 13 p. cent seulement de ceux que nous avons interrogés considèrent que les Nations Unies, qui sont de plus en plus un club du Tiers monde, gagnent de l'influence; par contre, 60 p. cent constatent un déclin qu'ils imputent fréquemment à la disparité entre le nombre de pays représentés aux Nations Unies et le pouvoir «réel» de cet organisme, mesuré au peu de cas que l'on fait d'un grand nombre de résolutions adoptées par l'Assemblée générale. Ceux, peu nombreux, qui constatent une hausse de la stature des Nations Unies l'attribuent généralement aux nouvelles préoccupations de cet organisme, comme la pauvreté dans le monde et la discrimination raciale, qui importent davantage au plus grand nombre que les habituelles questions relatives à la sécurité et à la guerre froide. Il semble néanmoins que la plupart des responsables canadiens déplorent cette nouvelle orientation plutôt qu'ils ne s'en félicitent. Le Commonwealth est l'organisme au sein duquel le Canada interagit le plus étroitement avec les pays du Tiers monde. A la différence des Nations Unies, il emporte l'adhésion enthousiaste et sincère du premier ministre. Cependant, seuls les deux cinquièmes des responsables de notre politique étrangère partagent sa conviction que le Commonwealth constitue un élément important des relations internationales. Si les membres de l'élite souscrivent, du moins en principe, à la stratégie mise au point par le gouvernement pour réduire la dépendance du Canada à l'égard des États-Unis, ils ne sont cependant que 3 p. cent à considérer que nos relations avec le Tiers monde pourraient constituer la «troisième

option». Les personnes interrogées attribuent d'ailleurs, dans une forte proportion, plus de poids sur la scène internationale à la Communauté économique européenne qu'à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. À l'évidence, les artisans de notre politique étrangère considèrent les pays du Tiers monde comme quantité négligeable en termes de priorités canadiennes.

Douze des questions posées dans le cadre de notre enquête portaient sur les raisons qui incitent le Canada à contribuer à l'aide au développement. Moins du cinquième des sujets interrogés perçoivent l'aide canadienne comme étant principalement et directement intéressée, que ce soit pour promouvoir les exportations canadiennes (6 p. cent) ou pour accroître l'influence du Canada à l'étranger (9 p. cent). Plus des trois quarts considèrent qu'elle relève essentiellement de l'altruisme — assistance aux plus démunis (48 p. cent), réduction de l'écart entre riches et pauvres (11 p. cent), «sentiments humanitaires» ou «sens moral» (11 p. cent) — ou qu'elle peut favoriser indirectement et à long terme l'intérêt du Canada en contribuant à l'établissement d'un ordre international pacifique (8 p. cent). Invités par ailleurs à indiquer le pays dont le comportement sur la scène internationale se rapproche le plus de celui du Canada, plus de la moitié ont cité un pays scandinave (45 p. cent) ou les Pays-Bas (9 p. cent) tandis que 29 p. cent nommaient un membre blanc du Commonwealth. On a attribué fréquemment la raison de ce choix au fait que le pays cité partage avec le Canada un souci authentique du bien-être des faibles et des pauvres.

(Indépendamment de l'étude qui nous occupe ici, l'un des enquêteurs a interrogé 71 étrangers appartenant à l'élite de 25 capitales asiatiques et européennes; quoique par une moindre marge — 60 p. cent comparativement à 77 p. cent — ceux-ci perçoivent également l'aide canadienne comme étant principalement altruiste, et s'accordent dans une forte proportion (49 p. cent) pour affirmer que, d'une manière générale, l'attitude du Canada se rapproche le plus de celle de ces charmants scandinaves (39 p. cent), et notamment de la Suède, ou des Pays-Bas (10 p. cent). Quels que soient les faits sur lesquels se fonde une telle appréciation, force est de reconnaître que le Canada continue de jouir, tant au pays qu'à l'étranger, d'une image internationale remarquablement favorable.)

Les objectifs canadiens

Afin de mieux comprendre les valeurs des responsables d'Ottawa, les enquêteurs leur